



Numéro 135 - Octobre 2008

NOTRE OPINION

- 16 octobre : Journée Mondiale de la Souveraineté Alimentaire

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE vs. AGROCARBURANTS

- Vía Campesina : la souveraineté alimentaire, alternative populaire à l'agro-industrie destructive
- Colombie : le palmier « maquillé de vert » aggrave la menace envers la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme
- Pourquoi la certification des agrocarburants ne va pas fonctionner

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Ghana : Newmont Mining Corp. menace la forêt d'Ajenjua Bepo et les communautés voisines
- Inde : la police et le département des Forêts attaquent des femmes qui luttent pour leurs terres
- Mexique : massacre contre les indigènes et les paysans qui protégeaient leurs territoires de façon autonome

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Bésil : des pêcheurs affectés par Aracruz Celulose ferment un port privé de l'entreprise
- Indonésie : l'usine de pâte et ses atteintes à la santé de la population
- Malaisie : des enfants et des travailleurs migrants indonésiens réduits à l'esclavage dans les plantations de palmiers à huile

NOTRE OPINION

- 16 octobre : Journée Mondiale de la Souveraineté Alimentaire

Le modèle de développement économique soutenu par les centres de pouvoir a déjà clairement démontré qu'il mène au désastre social et environnemental, tant au niveau local que sur le plan global. Le changement climatique en est l'exemple le plus clair en ce qui a trait à l'environnement, alors que la pénurie d'aliments toujours croissante et dont des millions de personnes souffrent le démontre au niveau social.

Les politiques globales non seulement ne font rien pour résoudre les problèmes, elles les aggravent. Non pas par ignorance, mais plutôt par dessein. Le résultat est l'appropriation de toujours plus de ressources par des entreprises transnationales de plus en plus grandes et puissantes. La semence, l'eau, le sol, la biodiversité deviennent la propriété de ces entreprises et les populations locales sont dépouillées des ressources desquelles elles vivent. Voici quelques exemples qui vont en ce sens :

- L'agriculture familiale, qui produit une grande variété d'aliments, est détruite pour donner lieu à la production industrielle d'un seul produit, habituellement non destiné à l'alimentation humaine et régulièrement exporté.

- D'immenses terres agricoles et pour le bétail sont destinées à la production de bois pour la pâte à papier (eucalyptus, pins) ou de biocarburants (maïs, palmier à huile, canne à sucre, jatropha).
- Les mangroves – source de vie pour des milliers d'habitants locaux – sont détruits pour donner lieu à la production industrielle de crevettes pour l'exportation.
- L'exploitation commerciale des forêts affecte non seulement la disponibilité des aliments et des autres ressources dont les populations locales dépendent, mais elle est en plus le point de départ du remplacement de la forêt par des monocultures destinées à l'exportation (soya, palmier à huile, caoutchouc).
- L'exploitation du pétrole et des mines polluent l'eau, l'air ainsi que les ressources dont s'alimentent les populations locales (pêche, chasse, cueillette).
- Les grands barrages hydroélectriques expulsent des populations entières et détruisent les ressources alimentaires dont dépendent des milliers de personnes qui habitent la zone touchée.

Rien de cela n'est fortuit et les décisions sont prises en pleine conscience des impacts qu'elles génèrent. Derrière le discours du « développement durable » a lieu la destruction à grande échelle de la nature et de toutes les ressources qui assuraient jusqu'à maintenant la souveraineté alimentaire des populations locales.

Le fossé entre les besoins des grandes majorités et les politiques globales est de plus en plus profond. Alors que les peuples réclament des aliments en quantités suffisantes et de qualité acceptable, les gouvernements ouvrent les portes aux investissements étrangers qui accentuent le processus d'appropriation et de destruction des ressources. Par conséquent, les populations des pays riches en ressources naturelles sont dépouillées de leurs ressources, deviennent de plus en plus pauvres et en viennent à souffrir de la faim et de la malnutrition.

Pour comble, même les problèmes les plus graves – comme par exemple le changement climatique – sont perçus par le pouvoir économique comme des « opportunités d'affaire » et sont traités comme tels. C'est ainsi qu'on a développé un « marché du carbone » scientifiquement absurde mais économiquement très rentable, dans lequel de destructives monocultures d'arbres sont présentées comme de positifs « puits de carbone », où l'on négocie en dollars la conservation ou la destruction des forêts, où l'on fait la promotion des très controversés biocarburants en tant que planche de salut de l'humanité, où l'impossible devient possible : que la combustion du pétrole puisse se « compenser » et que des personnes et entreprises puissent devenir « neutres en carbone » grâce à de simples paiements faits à d'habiles entrepreneurs du marché du carbone.

Face à ce panorama, nombreux sont ceux qui se lèvent et cherchent des alternatives réelles pour affronter les catastrophes sociale et environnementale croissantes que les grandes entreprises ont imposé à l'humanité. Plusieurs d'entre eux s'unissant maintenant sous la bannière de la souveraineté alimentaire, font appel au bon sens et destinent les terres à la satisfaction des besoins alimentaires des gens, font la promotion de l'agriculture familiale et coopérative comme base de la production d'aliments, propulsent le commerce local, envisagent la conservation des ressources grâce à des pratiques agricoles, forestières et du bétail adéquates. Finalement, ils font appel à la justice sociale basée sur une utilisation responsable de la nature.

Ce 16 octobre nous faisons donc un appel à tous et à toutes pour que cette date serve à unifier encore plus de combats pour défendre et promouvoir la Souveraineté Alimentaire des peuples.

La Vía Campesina - Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales

[index](#)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE vs. AGROCARBURANTS

– Vía Campesina : la souveraineté alimentaire, alternative populaire à l'agro-industrie destructive

La Via Campesina est un mouvement international et interculturel qui coordonne des organisations nationales et régionales de petits agriculteurs, d'habitants de la campagne, de paysans sans terre, de travailleurs agricoles, de peuples autochtones, de pêcheurs, d'immigrants et d'artisans.

Ce mouvement autonome, pluriculturel, multiethnique et pluraliste cherche en premier à faire changer la production agricole, les habitudes de consommation, le rôle des femmes, l'éducation, la santé, l'environnement, etc. Les thèmes principaux de La Via Campesina se sont enrichis grâce à la vision cosmique des peuples autochtones, qui préserve la terre mère contre les désastres naturels, le réchauffement planétaire et la crise écologique provoquée par le capitalisme effréné.

L'organisation a tant mis en avant la notion de souveraineté alimentaire que celle-ci fait maintenant partie de toutes les discussions sur les politiques agricoles et alimentaires. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples et des gouvernements de choisir un mode de production et de consommation des aliments qui respecte nos moyens d'existence, ainsi que les politiques nécessaires pour que ce choix soit possible.

Néanmoins, l'agriculture et la production d'aliments sont dominées à l'heure actuelle par les sociétés transnationales dont le mode de production industrielle recherche une intégration verticale totale et le contrôle absolu des aliments et de l'agriculture, de la semence à l'assiette, de manière à en tirer le maximum de profit économique. Cela provoque l'exploitation des travailleurs, la concentration du pouvoir économique et politique et la destruction des populations rurales.

La souveraineté alimentaire implique que les aliments ne soient pas mercantilisés dans le seul but d'obtenir des avantages économiques ou politiques ; de même, la base de la production d'aliments – la diversité biologique, la terre et l'eau – ne doit pas être détruite, dégradée, utilisée ou privatisée aux dépens d'autres personnes ou d'autres nations. Une réforme agraire authentique devrait démocratiser la propriété de la terre et garantir à chacun le droit de la travailler, en accordant la priorité à des systèmes agricoles familiaux, sociaux et coopératifs.

Face au drame du réchauffement planétaire, de fausses solutions telles que les agrocarburants produits à partir de plantations en régime de monoculture – y compris des plantations d'arbres – sont souvent présentées pour résoudre la crise énergétique actuelle, mais elles portent atteinte à la souveraineté alimentaire.

En fait, l'agriculture industrielle contribue grandement au réchauffement de la planète et au changement climatique, car elle comporte de transporter les denrées d'un bout à l'autre du monde, d'imposer des méthodes industrielles de production (mécanisation, intensification, emploi de produits chimiques, monoculture...), et que cela détruit la diversité biologique et sa capacité de piéger du carbone, en transformant les terres et les forêts en zones non agricoles et en faisant que l'agriculture consomme de l'énergie au lieu de la produire.

Le « paquet » des agrocarburants est ficelé suivant le modèle agro-industriel imposé par les sociétés transnationales qui y voient une occasion supplémentaire d'accroître leurs profits et leur domination, tout en détruisant les moyens d'existence des paysans.

Pour produire des agrocarburants à l'échelle industrielle il faut disposer de trois facteurs en abondance : la terre, l'eau et le soleil. Ainsi, les entreprises n'ont pas tardé à se tourner vers l'hémisphère sud, et en particulier vers les pays proches des tropiques et vers ceux qui ont de grandes étendues disponibles. Dans de nombreux pays, la surface cultivée pour la fabrication d'agrocarburants a envahi des zones consacrées à la production de vivres et à l'élevage laitier. La possibilité de gagner beaucoup d'argent a poussé les investisseurs étrangers à acheter des terres et à élargir les grandes plantations dans les pays du Sud (les « déserts verts » d'eucalyptus et de pins au Brésil, en Uruguay, en Équateur, au Chili, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Thaïlande et ailleurs, les plantations de palmiers à huile en Colombie, au Cameroun, au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, etc.), ce qui a abouti à une forte concentration de la propriété et à la dénationalisation de la propriété foncière.

En ce qui concerne l'environnement, la monoculture à base de produits chimiques aura des conséquences graves, car elle détruit la diversité biologique, perturbe le régime des pluies et contribue au réchauffement climatique. Autant les agrocarburants de « première génération », fabriqués à partir de différents types de sucres des plantes, que ceux de « deuxième génération », faits à partir de la cellulose du bois (dont le bois d'arbres génétiquement modifiés, ce qui comporte un risque additionnel pour l'environnement) accroissent le contrôle des entreprises et détruisent la diversité biologique existante, contribuant ainsi au déséquilibre et au

réchauffement de la planète.

En plus de créer des problèmes écologiques plus grands pour les pays producteurs, la production industrielle d'agrocarburants va ressusciter les systèmes de plantation coloniaux, réimplanter le travail en situation d'esclavage et augmenter l'usage de produits agrochimiques, en plus de contribuer au déboisement et à la destruction de la diversité biologique. La production intensive d'agrocarburants n'est pas une solution au réchauffement planétaire ; elle ne va pas non plus résoudre la crise mondiale du secteur agricole. Une fois de plus, les pays en développement en seront les plus affectés, puisque les pays industrialisés ne pourront pas satisfaire leur demande d'agrocarburants et devront en importer d'énormes volumes du Sud.

La Vía Campesina est d'avis que les solutions à la crise actuelle doivent provenir des protagonistes sociaux organisés qui sont en train de développer des modes de production, de commercialisation et de consommation fondés sur la justice, la solidarité et la santé des populations. Aucun remède technologique ne va résoudre l'actuel désastre écologique et social.

Parmi les solutions véritables figurent les suivantes :

- * L'agriculture artisanale durable, qui occupe une main d'œuvre nombreuse et consomme peu d'énergie, peut contribuer à arrêter et à inverser les effets du changement climatique.
- * Une réforme agraire véritable, qui renforce l'agriculture artisanale, encourage la production de vivres en tant qu'affectation première de la terre et considère les aliments comme un droit fondamental de l'homme qu'il ne faut pas traiter comme de simples marchandises.
- * La production locale mettra fin au transport inutile des denrées et garantira que ce qui parvient sur notre table est sain, frais et nourrissant.
- * Changer les modes de production et de consommation qui encouragent le gaspillage et la surconsommation chez une minorité, tandis que des centaines de millions d'êtres humains souffrent la faim et les privations.

Par conséquent, La Vía Campesina réclame :

- * Le démantèlement complet des entreprises agro-industrielles : elles volent les terres des petits producteurs, produisent des aliments de mauvaise qualité et provoquent des désastres écologiques.
- * Le remplacement de l'agriculture et de l'élevage industriels par une agriculture artisanale et durable, fondée sur des programmes de réforme agraire authentiques.
- * L'interdiction de toutes les formes de technologie, telle la manipulation génétique, qui mettent en danger les ressources naturelles.
- * La promotion de politiques énergétiques saines et durables. Cela inclut de consommer moins d'énergie et d'en décentraliser la production, au lieu d'encourager, comme on fait aujourd'hui, la production industrielle d'agrocarburants.
- * L'adoption de politiques agricoles et commerciales, locales, nationales et internationales, qui soutiennent l'agriculture durable et la consommation d'aliments produits sur place. Cela inclut l'interdiction de tout subside qui permette d'inonder les marchés de denrées à bas prix.

Article rédigé par le WRM à partir de documents de La Vía Campesina.

[index](#)

- Colombie : le palmier « maquillé de vert » aggrave la menace envers la souveraineté alimentaire et les droits de l'homme

On dirait une gifle. L'agro-industrie du palmier à huile a choisi précisément le 16 octobre, Journée mondiale de la souveraineté alimentaire, et le pays d'Amérique latine le plus affecté par le palmier à huile – la Colombie – pour célébrer la première réunion latino-américaine de la « Table ronde du palmier à huile durable » (RSPO).

Il s'agit d'une tentative de la part des cultivateurs de palmiers – jouissant présentement d'un élan de prospérité grâce à la possibilité de destiner leur produit à la production de biocarburant – d'acquiescer la certification de la Table. Ils cherchent un « maquillage vert » qui leur permettra de déjouer la publicité négative qu'ont reçue les biocarburants en raison de la crise alimentaire et aussi à cause des terribles violations des droits de l'homme que les communautés colombiennes ont subi, dans la douleur et le sang.

Le refus catégorique des organisations sociales et environnementales colombiennes aux tentatives d'expansion des monocultures de palmier dénonce que, loin d'apporter une solution à la crise climatique, les monocultures ont pour effet « que les terres ne soient plus destinées à la production d'aliments et, par conséquent, créent une plus grande dépendance des peuples envers les grandes multinationales. De vastes étendues de terre sont consacrées aux plantations dont proviendront les biocarburants ; des forêts tropicales sont déboisées pour planter des milliers d'hectares de palmier à huile, de canne à sucre et d'autres cultures. » « Dans plusieurs cas, les plantations de palmier s'étendent sur les territoires de communautés déplacées » à force de répression, de mort et de misère. (disponible en anglais http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/Declaration_Social_Organizations_Communities_Regarding_RTSP0.html)

Mais ce n'est pas seulement en Colombie qu'il existe des preuves des graves impacts des monocultures de palmier à huile. L'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Cameroun, l'Ouganda, la Côte d'Ivoire, le Cambodge, la Thaïlande, l'Équateur et d'autres peuvent témoigner de ce que ces monocultures ont pour effet : la violation des droits à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire, la violation des droits de l'homme, l'appropriation illégale de territoires, la déforestation de forêts tropicales, l'augmentation des changements climatiques, la menace qu'elles supposent pour des millions d'indigènes, les conflits pour la possession des terres, l'augmentation de l'utilisation d'agrotoxiques, pour ne nommer que quelques-uns des impacts mentionnés dans une déclaration internationale impulsée par le Réseau d'alternatives à l'impunité et à la globalisation du marché, contre la Table ronde du palmier à huile durable et en appui aux organisations colombiennes (en anglais http://www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/International_Declaration_RTSP0.pdf). La déclaration internationale est née de la Rencontre Territoire et Vie, célébrée à Udine, Italie, en septembre dernier et où l'on a travaillé avec diverses thématiques ayant pour dénominateur commun l'imposition de modèles de société et d'économie qui détruisent les peuples, affectent profondément l'environnement et convertissent les territoires de vie en territoires de mort, de torture, de négation des droits et de transformation de l'être en marchandise. Les monocultures de palmier ont été dénoncées en tant qu'expression de ce pillage de la part des intérêts commerciaux qui exploitent les écosystèmes et les ressources naturelles pour alimenter la consommation et le bien-être social d'une très petite portion de l'humanité – principalement au Nord – et privent à une portion importante de l'humanité des conditions minimales de survie. Nous vous invitons à adhérer à la déclaration en envoyant un message qui mentionne le nom et le pays d'où provient l'organisation à l'adresse suivante : unsustainablepalmoil@gmail.com.

La Table ronde du palmier à huile durable « est un instrument d'expansion du commerce du palmier et non pas une authentique stratégie pour en contenir les impacts environnementaux et sociaux. Plusieurs des entreprises membres de la RSPO continuent à détruire de grandes zones de forêt humide et à violer les droits de l'homme, comme c'est le cas de Wilmar International sur l'île de Bugala (Ouganda), PT SMART, Agro Group et IOI Group en Indonésie, FEDEPALMA en Colombie, Unilever en Indonésie, en Malaisie et en Côte d'Ivoire », dénonce la déclaration. On passe sous silence « les crimes graves, les irrégularités et le contrôle paramilitaire en lien avec l'agrocommerce du palmier à huile.

En peu de mots, un argument de poids pour rejeter la Table ronde du palmier à huile durable est que les principes et critères que propose la RSPO pour définir la durabilité incluent les plantations à grande échelle. La monoculture de palmier à huile « comme toutes les monocultures agroindustrielles, N'EST PAS ni ne pourra JAMAIS être durable ».

Ce dont on a besoin c'est d'un changement, un changement radical dans la façon "de produire, transformer, commercialiser et consommer les produits de l'agriculture et du bétail ». C'est pourquoi il est nécessaire, entre autres choses, de : stopper la production industrielle d'aliments qui contribuent au changement climatique et à la destruction des petites communautés rurales ; mettre fin à la privatisation des ressources naturelles ; démanteler les entreprises d'agrocommerce, la spéculation financière sur les matières premières et les politiques économiques et commerciales responsables de la crise (et de l'urgence) alimentaire ; remplacer l'agriculture industrialisée par l'agriculture paysanne et familiale durable appuyée par de vrais programmes de réforme agraire ; consommer moins d'énergie et produire localement de l'énergie solaire et éolienne ainsi que du biogaz au lieu de promouvoir les biocarburants à grande échelle ; implanter des politiques d'agriculture et de commerce au niveau local, national et international qui

appuient l'agriculture paysanne durable et la consommation d'aliments locaux et écologiques, ce qui implique l'abolition complète des subventions qui mènent à la compétition déloyale qu'engendrent les aliments subventionnés.

Les organisations colombiennes, pour leur part, réclament « la cessation de l'expansion, sur les terres des communautés locales, des plantations de palmier et du traitement des matières premières dans le but de produire des biocarburants destinés au ravitaillement de marchés et de consommations non durables, et pour lesquels nous devons sacrifier notre patrimoine et nos territoires ». En échange, ils réclament « une politique rurale qui permette aux communautés locales de demeurer sur leurs territoires et de fortifier leurs formes de production traditionnelles et leur souveraineté alimentaire ». Pour ce faire il est nécessaire de « reconnaître et de respecter les droits des communautés locales sur leurs territoires et leur patrimoine, et de dédommager les victimes du modèle agro-industriel de la culture du palmier à huile dans le pays. »

Au moment de publier ce bulletin, nous recevons une triste nouvelle : le 14 octobre, un leader communautaire de la zone de Curvarado, WALBERTO HOYOS RIVAS, a été abattu par les paramilitaires au service de l'agro-industrie qui a envahi les terres communales pour élargir les plantations de palmier à huile dans la région.

[index](#)

– Pourquoi la certification des agrocarburants ne va pas fonctionner

Les arguments en faveur de la certification expliquent en général que, lorsqu'une entreprise souhaite vendre quelque chose en disant que cela a été produit de façon durable, elle doit disposer d'un moyen de le prouver. Un consommateur qui veut acheter des produits respectueux de la société et de l'environnement a besoin d'une étiquette qui lui dise qu'il peut se fier à ces produits. Quand le problème est ainsi présenté, la certification semble être la réponse évidente. Pourtant, la certification des produits de bois nous a appris trois leçons qui sont importantes au moment de décider si la certification des agrocarburants nous permettra d'éviter les pires excès d'une industrie destructive.

Premièrement, la certification doit être crédible. Les critères doivent être clairs et tous les certificateurs doivent les interpréter de la même manière. Pour éviter les conflits d'intérêts au moment de l'évaluation, il ne doit exister aucune relation d'ordre commercial entre le certificateur et l'entreprise à certifier. Dans le secteur du bois, aucun système de certification ne remplit ces conditions essentielles.

Les produits doivent être tracés de l'endroit où ils sont plantés à l'endroit où ils sont vendus. L'établissement d'un contrôle rigoureux de la chaîne de traçabilité pour les produits de bois pose des problèmes qui ont été signalés par l'Organisation de coopération et de développements économiques dans un rapport de 2007. D'après l'OCDE, une partie du problème est que « le bois est transformé en beaucoup de produits différents et il provient de nombreuses espèces, origines et propriétaires divers ». Les papeteries, par exemple, peuvent obtenir leurs particules de bois d'un grand éventail de sources (chutes de milliers d'opérations forestières diverses, déchets de scierie, recyclage). Le Forest Stewardship Council a donc modifié en 2004 sa certification de la chaîne de traçabilité de manière à l'accommoder à cette industrie : la nouvelle étiquette « de sources diverses » permet au logo du FSC d'apparaître sur des produits qui ne contiennent que 10 % de matériel certifié.

Un label qui garantit que seul un petit pourcentage du produit provient de sources bien gérées, qui n'indique pas quel est le pourcentage vraiment certifié et qui laisse aux entreprises le soin de confirmer que le reste ne provient pas de plantations destructrices ou de forêts rasées est un label qui induit les consommateurs en erreur.

La deuxième leçon est que, même si on réussissait à mettre en place un système de certification parfait (ce qui n'a pas encore été le cas), rien n'empêcherait l'industrie de mettre en place un système à elle, bien plus tolérant. FSC, PEFC, CSA, AFS, MTCC, LEI, CERFLOR, CERTFOR... cette salade de sigles montre bien que c'est précisément cela qui est arrivé dans le cas de la certification de produits de bois. Les ONG qui ont passé les quinze dernières années à examiner les pour et les contre des divers systèmes peuvent savoir en quoi ils diffèrent ; les consommateurs, non.

Troisièmement, si un système de certification volontaire peut récompenser par un « sceau écologique » les entreprises qui respectent ses normes, il ne peut rien faire pour éviter que les pires entreprises poursuivent leurs activités destructives. En théorie, en achetant uniquement de l'agrocarburant certifié, un consommateur évite d'acheter des produits qui proviennent de vastes plantations gorgées de produits chimiques, mais cela n'empêche pas la destruction, parce que ce consommateur ne peut rien faire pour éviter que d'autres

achètent des produits non certifiés.

Rien ne semble indiquer que l'un ou l'autre des enseignements tirés de la certification de produits de bois soient appliqués à la certification des agrocarburants. La Table ronde sur les biocarburants durables de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, en Suisse, est en train de formuler des « critères de durabilité pour les biocarburants » ; la « version zéro » de ce brouillon est mise en consultation à l'heure actuelle. Le Conseil de direction compte parmi ses membres Heiko Liedeker, directeur du FSC de 2001 à 2008. Liedeker a toujours ignoré les rapports du WRM et d'autres ONG qui expliquaient comment la certification des plantations industrielles d'arbres conspirait contre les luttes locales. Des représentants d'entreprises pétrolières siègent aussi au Conseil de direction : Cameron Rennie de BP, Julio Cesar Pinho de Petrobras et Paloma Berenguer de Shell.

Il peut paraître important de participer à une discussion sur le contenu des principes et des critères à appliquer à la certification des agrocarburants. Si les critères sont suffisamment bas, n'importe quelle plantation pourra être certifiée. Mais le problème n'est pas de rédiger des critères qui, de toute façon, ne pourront pas éviter que les pires entreprises de plantation d'agrocarburants commettent des abus. La Table ronde sur les agrocarburants durables permettra à l'Europe et à l'Amérique du Nord d'argumenter que leur demande d'agrocarburants est durable en quelque sorte. Ce ne sera qu'un camouflage vert derrière lequel tout pourra continuer comme avant.

Les discussions sur les « agrocarburants durables » nous empêchent de travailler à réclamer des mesures authentiques pour réduire les émissions de carbone : une législation solide en matière d'efficacité énergétique, des investissements étatiques de poids pour améliorer les normes de construction, les transports publics, les systèmes de transmission d'électricité en courant continu haute tension, l'énergie éolienne et solaire.

L'idée de persuader les consommateurs d'acheter des « agrocarburants durables » peut paraître bonne, une sorte de premier petit pas vers d'autres pas plus grands qui aboutiront un jour à un véritable changement. Mais la réalité est que la certification des agrocarburants contribue à donner une image écologique à une industrie très destructive et entrave la mise en place des changements structurels nécessaires de toute urgence.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Ghana : Newmont Mining Corp. menace la forêt d'Ajenjua Bepo et les communautés voisines

L'entreprise nord-américaine Newmont Mining Corporation, l'un des principaux producteurs d'or du monde, prévoit d'ouvrir une mine d'or à ciel ouvert dans la Réserve naturelle d'Ajenjua Bepo, située dans le district de Birim North, dans l'Est du Ghana.

D'après l'organisation No Dirty Gold (Pas d'or sale), la mine occuperait une surface de 2,6 km de long sur 0,8 km de large, et provoquerait la formation de monceaux de déchets de 60 à 100 mètres de haut. La mine détruirait en outre la forêt de la réserve sur près de 74 hectares.

L'extraction minière est une activité de courte durée qui a des effets de longue durée et, quand elle a lieu dans des zones boisées, elle provoque la destruction et la dégradation de la forêt depuis l'étape de prospection – celle où l'on ouvre les routes d'accès, où l'on construit les campements et les installations auxiliaires et où l'on fait les études géophysiques – à l'étape d'exploitation, où l'élimination de beaucoup de végétation affecte non seulement l'habitat de centaines d'espèces mais aussi le maintien d'un flux permanent d'eau de la forêt vers d'autres écosystèmes et vers les centres urbains.

La mine provoque un déversement d'acides toxiques qui se perpétue de lui-même et qui peut continuer pendant des centaines ou des milliers d'années. En outre, les petites particules de métaux lourds qui se séparent des déchets avec le temps, sont dispersées par le vent et atterrissent sur le sol et dans les lits des fleuves, où elles s'intègrent lentement aux tissus des organismes vivants, tels les poissons.

L'eau est affectée de façons multiples : par l'érosion et l'envasement produits par l'excavation, par l'écoulement d'acides qui la contaminent, par la destruction de la forêt qui perturbe le régime des pluies.

La forêt d'Ajenjua Bepo menacée par le projet est d'une importance capitale pour plusieurs communautés des environs, qui craignent d'être déplacées ou de voir ruinées les cultures dont elles dépendent. D'après No Dirty Gold, des groupes communautaires de la zone, « dont l'Association des agriculteurs affectés de New Abriem, ont protesté contre le projet minier de Newmont et contre l'insuffisance de l'indemnité proposée par l'entreprise pour compenser la perte de leurs terres et de leurs moyens de vie. Ils ont réuni plus de 200 signatures pour présenter une pétition au gouvernement du Ghana. 'Nous avons passé des nuits blanches à penser au choc de la réinstallation, à la perte de nos terres agricoles et de nos moyens de subsistance, aux nouvelles maladies et surtout à la recrudescence de la malaria par suite des puits ouverts et des flaques d'eau stagnante dans les tranchées qui seront creusées par la Newmont Ghana Gold Limited', a dit Akosua Nsia du village de Yayaaso, l'un de ceux qui tombent directement dans la zone d'influence de la mine ». [1]

Le soutien international s'est manifesté par les plus de 6 000 signatures venues d'une cinquantaine de pays du monde entier, « exhortant le gouvernement du Ghana à résister à la tentation d'autoriser n'importe quelle entreprise minière à opérer dans la forêt d'Ajenjua Bepo ou dans toute autre forêt du pays ». [2]

Les signataires dénoncent que si l'on autorise l'activité minière dans la forêt d'Ajenjua Bepo plus d'un milliard de personnes devront quitter leurs foyers et au moins 8 000 perdront leurs terres. « L'information dont on dispose sur les impacts probables de la mine indique qu'ils seront extrêmement graves pour la diversité biologique, le couvert forestier, la qualité de l'eau et les communautés. Plus d'un quart de la forêt de la réserve serait détruit, ainsi que l'habitat de nombreuses espèces vulnérables et en danger, et les déchets et les produits chimiques toxiques compromettraient les réserves d'eau. Des milliers de personnes et des sites culturels importants seraient déplacés ».

Ce projet minier arrive juste au moment où le sombre tableau des répercussions des activités minières a été mis en lumière par la Commission sur les droits de l'homme et la justice administrative (CHRAJ) du Ghana, dans un rapport qui fait état de « violations généralisées des droits fondamentaux des membres individuels des communautés et des droits collectifs de ces communautés », de « la pollution généralisée des sources d'eau des communautés, de la privation et de la perte de moyens de vie ». [3]

[1] "Akyem Proposed Mine", Ghana, No Dirty Gold, <http://www.nodirtygold.org/ghanaakyem.cfm>.

[2] "Ghana: 6,000 Signatures against Mining Concession", Selorm Amevor, Public Agenda, http://www.ghanaweb.com/public_agenda/article.php?ID=11743.

[3] "The State of Human Rights in Mining Communities in Ghana", <http://www.nodirtygold.org/HumanRightsInGhanaMiningCommunities.pdf>.

[index](#)

- Inde : la police et le département des Forêts attaquent des femmes qui luttent pour leurs terres

Au cours d'un nouvel incident, les femmes tribales et dalit du village de Harna Kachar, dans le district de Sonbhadra de l'Uttar Pradesh, ont dû subir des atrocités aux mains de la police et du département des Forêts.

Une foule de plus de 300 personnes appartenant à la police, au département des forêts, aux douanes et aux secteurs dominants du village a participé à cette attaque où une vingtaine de femmes ont été blessées. Elles ont été battues sans merci avec des bâtons, leurs possessions ont été mises à sac (vêtements, ustensiles, bicyclettes, graines, bétail, etc.), et une centaine de leurs huttes ont été brûlées. Ces atrocités ont été infligées à des femmes tribales et dalit après l'adoption en 2006 de la loi historique sur les droits forestiers.

En l'espace d'un mois, voici un nouvel incident entre des castes qui éclate à l'instigation du département des Forêts et de la police, pour que les membres des tribus ne puissent pas former leur propre organisation et lutter pour les droits territoriaux qu'ils ont perdus. En août 2008, plus de 300 huttes appartenant à des personnes tribales et dalit ont été rasées et brûlées par un groupe dénommé les

Yadavs, à l'instigation du département des Forêts et de la police. Le magistrat du district a réagi avec force et les Yadavs ont été arrêtés en vertu de la Loi des castes et des tribus répertoriées. La police et le département des forêts voulaient à tout prix se venger de cette défaite.

Les affrontements avec les femmes ont commencé lorsque la police et le département des forêts ont commencé à faire pression sur elles pour expulser les habitants de 150 acres occupés par des membres des tribus qui affirment qu'ils en sont propriétaires. Au cours d'une de ces disputes, un policier a arraché à une femme son sari. Un journal a rapporté que les femmes en colère ont dégrafé leurs saris et, à moitié nues, s'en sont servies pour frapper les policiers qui ont dû s'enfuir. Mais le 24 septembre 2008 les agents sont venus préparés – avec deux femmes policiers seulement, pour la forme – et ils ont commencé à insulter les femmes et à les battre. Les femmes avaient déjà fait partir leurs hommes et pris les devants pour faire face aux policiers. Ces derniers ont commencé à mettre le feu aux huttes, puis ils ont attaqué les femmes et les ont déshabillées.

La lutte pour la forêt se poursuit dans la zone depuis quelques années ; les peuples tribaux et dalit et d'autres secteurs pauvres, conduits par les femmes, revendiquent leurs droits et exigent qu'on leur rende les terres que le département des Forêts leur a prises illégalement après l'indépendance. La lutte s'est intensifiée après l'adoption de la Loi sur les droits forestiers de 2006 et, l'année dernière, un grand mouvement a été lancé dans cette région où les tribus possèdent des milliers d'acres. Cela a provoqué un grand débat sur la question de la réforme agraire dans cette région ; la caste supérieure, les secteurs dominants, les seigneurs féodaux, les industriels, les mafias de la propriété foncière et le lobby de l'industrie minière se sont sentis menacés et font tout ce qu'ils peuvent pour saboter ce mouvement.

Cette dispute territoriale est célèbre dans tout le pays. Tous les comités qui ont été formés pour résoudre le problème ont signalé avec précision que le territoire tribal avait été volé. Les rapports correspondants ont mentionné aussi que les terres tribales avaient été transférées à des gens de l'extérieur qui les gardent encore. Plus tard, plusieurs commissions ont rapporté que la cause première des disputes territoriales, de la non-application de la réforme agraire et de l'appropriation des terres par les grands propriétaires, les seigneurs féodaux et les membres des castes supérieures de la société était l'évolution des activités maoïstes dans la région. Néanmoins, le mouvement pour la terre y a provoqué de forts remous.

Ce mouvement spontané lancé par les pauvres de la zone est devenu un problème pour les autorités administratives et notamment pour la police et le département des Forêts, qui veulent que les activités maoïstes se poursuivent : en effet, il est facile pour eux d'écraser le mouvement sous prétexte qu'il s'agit d'une question d'ordre public et, en outre, ils disposent de beaucoup de fonds pour l'élimination des maoïstes. Mais le mouvement a fait diminuer les activités maoïstes et l'administration est maintenant obligée de s'attaquer, contre son gré, aux problèmes territoriaux et forestiers.

Les femmes qui ont été violemment battues au cours de l'incident sont les suivantes :

1. Manmati devi w/o Bhutan Kharwar
2. Tejmani devi w/o Mukund Chero
3. Tejmani devi w/o Rakesh urao
4. Jaso devi w/o Bigan Urao
5. Biswa devi w/o Jokhu Panika
6. Bachia devi w/o Rangilal Gond
7. Fulmatia devi w/o Lachuman urao
8. Indri devi w/o Birbal Gond
9. Kalpatia devi w/o Narayan Dusadh
10. Kalawati devi w/o Phulchand Urao
11. Phulkumari devi w/o Naresh Biyar
12. Bhukli devi w/o Ramkishun
13. Vidhyawati devi w/o Devchand
14. Asha devi d/o Lakku (un enfant de 10 mois)

Les officiers impliqués dans l'attaque sont :

1. L'officier du poste, Vindhamganj, Sheshdhar Pandey

2. Baleshwar Yadav, inspecteur forestier, Vindhamganj
3. Chandrika Prasad, inspecteur forestier, Vindhamganj
4. Jhagro Ram, garde forestier, Vindhamganj
5. Santosh Kumar Tripathi, garde forestier, Vindhamganj
6. Ashapati Ram, garde forestier, Vindhamganj
7. Ramesh Kumar Gupta, garde forestier, Vindhamganj
8. Premnath, surveillant de ronde, Vindhamganj
9. Subedar Bhargav, Mali, Vindhamganj
10. Jadunath Yadav, Pradhan pati, Harna Kachar
11. Ashok Yadav s/o Badev Yadav
12. Vivek s/o Bal Mukund
13. Keshwar s/o Prayag
14. Manmati w/o Ramgati Gond

Nous avons présenté les réclamations suivantes:

1. La situation devrait faire l'objet d'une enquête judiciaire de haut niveau, conformément aux assurances du Magistrat du district, M. Ajay Shukla.
2. Tous les fonctionnaires qui ont participé à l'incident devraient être sanctionnés et suspendus.
3. Les villageois qui ont été les instigateurs de cette violence entre des castes devraient être arrêtés en invoquant la Loi des Castes et des Tribus répertoriées, la violation des droits de l'homme et la violence contre les femmes.
4. La loi sur les droits forestiers de 2006 devrait être appliquée de la manière appropriée.
5. Il faudrait organiser un dialogue de haut niveau pour résoudre le problème des disputes territoriales dans la région de Kaimur.

Roma, NFFPFW (Kaimur) / Human Rights Law Centre, adresse électronique : romasnb@gmail.com.

[index](#)

- Mexique : massacre contre les indigènes et les paysans qui protégeaient leurs territoires de façon autonome

L'organisation « Maderas del Pueblo del Sureste, A.C. » (Bois des peuples du Sud-Est) informe dans un récent communiqué que le 3 octobre dernier a eu lieu, de façon beaucoup trop rusée et brutale, une opération policière des gouvernements fédéral et d'état contre la population indigène et paysanne tojolabal de la communauté Miguel Hidalgo, municipalité de la Trinitaria, Chiapas, violant ainsi les droits de l'homme individuels et collectifs les plus élémentaires.

Cette opération a été réalisée par des centaines d'agents de la Police Ministérielle, de l'Agence Fédérale de Recherche (AFI) et de la Police d'État Préventive (PEP), qui sont entrés dans le village en véhicules motorisés, à cheval et à pied. Dans le village, les forces répressives ont dû faire face à la résistance d'hommes, de femmes et d'enfants, ce à quoi elles ont réagi – selon le rapport de journalistes témoins des événements – avec fureur. « Ils frappaient sans discrimination les enfants, les femmes et les personnes âgées. Ils ont donné le coup de grâce à trois blessés graves et assassiné un chauffeur qui les transportait à l'hôpital de Comitán ».

L'action répressive exercée contre la communauté de Miguel Hidalgo en a complété une autre, déployée quelques heures auparavant, contre des groupes indigènes tojolabal des communautés de Santa Rita, Ojo de Agua, Nuevo Porvenir, Venustiano Carranza, Antela, San Nicolás, Tierra Blanca et Nueva Rosita. Ces groupes indigènes s'étaient approprié de façon pacifique, depuis le début du mois de septembre dernier, l'accès au Parc National Lagunes de Montebello, contrôlé et administré jusqu'alors par la Commission Nationale des Zones Naturelles Protégées (CONANP).

Le bilan de ces actes de force démesurée contre la population civile fut d'au moins six morts et deux douzaines de blessés, en plus d'au moins cinquante personnes détenues.

Avec cette répression, l'État mexicain (gouvernement fédéral et d'état) a violé de façon flagrante les droits des hommes, femmes et enfants qui ont été attaqués, et non seulement leurs droits individuels, relatifs à l'intégrité et à la vie – droits consacrés dans la

Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention américaine relative aux droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques- mais aussi leurs droits en tant qu'indigènes, le respect de leur territoire et le droit à récupérer, protéger et administrer leurs patrimoines naturel et culturel ancestraux, comme le reconnaît la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (article 11), la Convention 169 de l'OIT (article 14) et comme le signale aussi le Centre des droits de l'homme « Fray Bartolomé de Las Casas » et la Commission civile internationale d'observation pour les droits de l'homme.

Cette brutale opération répressive et ce massacre constituent un fait ignoble et l'exigence de justice et d'un châtement exemplaire s'impose, non seulement envers les auteurs matériels mais aussi et surtout envers les auteurs intellectuels qui ont donné l'ordre depuis l'échelon le plus haut.

Cependant, ceci n'est qu'un exemple du genre et de l'envergure des intérêts qui vont de pair avec les intentions de s'emparer des territoires indigènes du Chiapas et du Sud-Est du pays et de les privatiser à des fins lucratives multinationales, car ces territoires sont riches en ressources naturelles de caractère stratégique (biodiversité, ressources génétiques, eau douce non polluée et débits d'eau producteurs potentiels d'hydroélectricité, vents – en tant qu'énergie éolienne-, couverture forestière qui capture le carbone) et aussi de paysages à la beauté inégalable et de centres cérémoniels sacrés et archéologiques – et non pas « ruines ».

Dans ce cas-ci, l'acharnement dont a fait preuve l'opération policière à Chinkultic semble être un signe que cette opération fut effectuée dans le but donner l'exemple ainsi que d'affaiblir et de décourager d'éventuelles résistances et tentatives de la part des indigènes qui – quelle que soit leur appartenance politique : aux zapatistes, au PRD (Parti de la révolution démocratique), au PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) / PAN (Parti d'action nationale) – visent à défendre, récupérer, protéger et administrer de façon autonome leurs patrimoines culturel et naturel. Tout cela dans le but de garantir à l'investissement privé multinational (voire entre plusieurs autres Monsanto, Sanofi Aventis, Glaxo, Ford Motors Co., Iberdrola, Repsol, Femsac-Cocacola, Groupe Carso, entreprises hôtelières Meliá, Riu et Barceló) la « tranquillité sociale et politique » qu'ils exigent de plus en plus impatiemment.

C'est pour ces raisons que dans ce cas-ci, comme dans bien d'autres cas semblables au Chiapas et dans le reste du pays, l'enjeu ne concerne pas seulement les droits, territoires et ressources naturelles des peuples indigènes et des communautés en résistance, mais plutôt les droits de l'ensemble du peuple mexicain et la souveraineté même de notre nation.

Article basé sur l'information contenue dans le communiqué de « Maderas del Pueblo del Sureste, A.C. », courrier électronique : m_a_zules@hotmail.com, www.maderasdelpueblo.org.mx, envoyé par Miguel Angel Garcia Aguirre.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Brésil : des pêcheurs affectés par Aracruz Celulose ferment un port privé de l'entreprise

Une usine de pâte perturbe profondément la microrégion où elle s'installe et provoque une série de problèmes qui touchent surtout les populations traditionnelles.

Aracruz Celulose S.A. (ARCEL) a bâti l'usine de pâte de Barra do Riacho, dans l'État d'Espírito Santo, à l'endroit où se trouvait autrefois le village indigène de Macacos. La construction a attiré de nombreux travailleurs venus d'autres régions et États, ce qui a entraîné beaucoup de problèmes pour Barra do Riacho, un quartier de pêcheurs situé à un kilomètre de l'usine, dont la population est passée du jour au lendemain de 900 à 10 000 habitants. Aujourd'hui encore, Barra do Riacho en subit les conséquences : taux de chômage élevé, prostitution de mineurs, trafic de drogue.

À cela s'ajoute le fait que, pour disposer du volume exorbitant d'eau dont l'usine a besoin pour fonctionner – l'équivalent de la consommation d'une ville de plus de deux millions d'habitants – ARCEL a fermé l'embouchure du Riacho et a détourné ce fleuve, ainsi que quatre autres de la région, provoquant leur envasement.

Cela a porté un fort préjudice aux pêcheurs de Barra do Riacho et de Barra do Sahy ; à plusieurs reprises ils ont réclamé à ARCEL des réponses à leurs revendications légitimes, que l'entreprise persiste à ignorer.

Finalement, le 10 octobre 2008 une centaine de pêcheurs de l'Association des pêcheurs de Barra do Riacho et Barra do Sahy ont fermé pendant toute la journée la route d'accès à Portocel, le port privé d'ARCEL, empêchant ainsi l'entrée de la pâte qu'il fallait embarquer pour l'exporter.

Les pêcheurs ont présenté à l'entreprise et à la préfecture d'Aracruz une longue liste de revendications, dont la plus importante est « l'ouverture immédiate des quatre écluses installées [par ARCEL] sur le fleuve [Riacho] pour augmenter le volume d'eau, car elles ont fait diminuer le débit, provoquant l'envasement du fleuve et l'ensablement de son embouchure ».

La fermeture de l'embouchure du fleuve laisse les familles de pêcheurs dans une situation désespérée, car elle empêche la sortie (et le retour) de leurs bateaux, rendant ainsi de plus en plus précaire la subsistance de ces personnes qui dépendent absolument de la pêche. En revanche, les bateaux chargés de pâte n'ont pas cessé de sortir du port de Portocel pour qu'on puisse fabriquer des papiers jetables en Europe, aux États-Unis et en Asie.

Les pêcheurs ont réclamé la présence du préfet de la ville, Ademar Devens ; après avoir constaté la situation sur place, le préfet a décidé de présenter les plaintes des pêcheurs à l'entreprise. Celle-ci a informé les pêcheurs qu'elle était prête à ouvrir les quatre écluses sur le Riacho dès que la marée aurait baissé, car cela faciliterait l'ouverture de l'embouchure du fleuve.

La promesse d'ouvrir les écluses a poussé les pêcheurs à se retirer ; il y aura prochainement une réunion avec la préfecture et l'entreprise, où la situation sera évaluée et où l'on discutera d'autres revendications. En fonction des résultats, ils décideront s'ils prennent ou non d'autres initiatives. Ils en ont assez de promesses et de mesures qui n'apportent aucune solution.

Il est ironique que l'entreprise ait demandé aux pêcheurs de « comprendre » ses difficultés : l'usine manque d'eau à cause de la sécheresse prolongée dans la région (un problème aggravé par les plantations d'eucalyptus de la propre entreprise), la « situation financière » est « difficile » à cause de la hausse du dollar (tout le monde sait qu'ARCEL a fait des spéculations financières qui lui ont fait perdre des millions).

Mais qui fait preuve de compréhension à l'égard des pêcheurs et de la situation angoissante où ils se trouvent parce qu'ils ne peuvent pas pêcher pour subvenir à leurs besoins élémentaires ?

Article fondé sur des informations tirées de : "Pescadores fecham porto de exportação da Aracruz Celulose", Winnie Overbeek, Rede Alerta contra o Deserto Verde, envoyé par l'auteur, adresse électronique : woverbeek@terra.com.br ; "Promesas de empleo y destrucción del trabajo. El caso Aracruz Celulose en Brasil", Alacir De'Nadai, Winfridus Overbeek, Luiz Alberto Soares, 2005, <http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/faseESP.pdf>.

[index](#)

- Indonésie : l'usine de pâte et ses atteintes à la santé de la population

Soixante-trois ans sont passés depuis que Seokarno-Hatta proclama l'indépendance de la République d'Indonésie, le 17 août 1945. Au mois d'août, et le 17 en particulier, les Indonésiens de tout l'archipel fêtent l'anniversaire de leur nation.

Malheureusement, les habitants de Siantar Utara, village de la municipalité de Toba Samosir située dans la région de Siruar, dans le Nord de Sumatra, ne pourront pas participer à la célébration. Presque tous les membres des quelque 300 familles du village souffrent d'une maladie de la peau qui leur cause des douleurs et de vives démangeaisons. Cette maladie serait provoquée par les déchets de l'usine de pâte Perseroan Terbatas Toba Pulp Lestari (PT TPL).

Tout récemment, des gens de Siruar sont venus parler avec les gens de l'entreprise ; ils sont venus avec leurs enfants, qui ont la peau couverte de plaies suppurantes, surtout aux hanches.

Les larmes aux yeux, le révérend Sumurung Samosir et son épouse Indira Simbolon ont été témoins de la souffrance de ces frères et sœurs de Siruar. Dimpos Manalu, un jeune intellectuel qui est assistant social et travaille avec les personnes marginalisées de la région, était lui aussi profondément triste. Face à la douleur de ces personnes, aucun des trois ne pouvait parler. Il y avait des bébés

avec des abcès sur la tête ; une femme d'âge moyen a dit que toutes les femmes de Siruar avaient des eczéma douloureux mais qu'elles avaient honte de les montrer. Soudain, en réponse à cette déclaration une autre femme s'est approchée pour dire que son mari avait lui aussi la peau malade, surtout à la hanche et aux organes génitaux.

Indira Simbolon a pu prendre en photo une femme dont tout le corps a été atteint par la maladie : elle a des abcès aux cuisses, aux hanches, aux fesses, au ventre, à la poitrine et au dos. Beaucoup d'hommes ont dit qu'ils avaient des abcès douloureux aux hanches et aux organes génitaux.

L'ironie de la chose est que, quelques jours plus tôt, le ministre de l'Environnement avait remis un prix écologique à PT TPL, pour montrer que l'entreprise était gérée dans le respect de l'environnement.

Le représentant de PT TPL, Leo Hutabarat, m'a dit que la maladie de la peau des habitants de Siruar n'avait rien à voir avec l'entreprise. Pourtant, n'est-il pas bizarre que PT TPL n'ait pas fait venir un médecin pour aider les gens de Siruar ? Cela ne veut-il pas dire qu'ils admettent ce qu'ils essaient de nier ? Depuis le début, PT TPL a manqué de cohérence. Dans les discussions où participaient beaucoup de personnes les représentants de l'entreprise parlaient poliment, mais dans leur comportement ils sont arrogants, ils se tiennent à distance. Quelques journalistes et moi, nous avons pu le voir : nous étions près du bord du fleuve où l'entreprise déverse ses déchets. Un employé de PT TPL nous a accompagnés et nous a dit que les gens de l'entreprise se contredisaient, qu'ils jetaient les déchets tôt le matin, surtout quand il pleuvait. Ils se débrouillent pour que tout soit propre quand ils savent qu'il y aura des visiteurs, surtout s'ils viennent de Jakarta. Ils ont fait de leur mieux pour que l'odeur de l'usine ne soit pas si mauvaise. Ils ne font venir des médecins que lorsque les gens de la zone sont en colère parce que la situation devient insupportable, surtout les problèmes de santé.

L'eau du fleuve où PT TPL déverse ses déchets est boueuse, alors qu'un peu plus loin elle a l'air propre. Les employés de PT TPL qui sont venus parler avec nous ont dit : « Parfois beaucoup de poissons meurent soudain près de PT TPL ». « Je suis agriculteur depuis longtemps », a dit une autre personne de Siruar, « mais je n'avais jamais vu les bananiers mourir avant de donner des fruits ». Il a montré du doigt un bananier presque mort : « Regardez ces bananiers, ils sont encore jeunes mais leurs feuilles sont déjà sèches ».

Les gens sont impuissants, mais personne ne s'en soucie. Ceux qui travaillent dans les services de santé sont des fonctionnaires mais ils ne rapportent pas ce qui se passe, les problèmes de santé que provoque PT TPL. Comment peuvent-ils ne rien dire ?

PT TPL a gagné énormément d'argent aux dépens de la population.

Il faudrait prendre quelques mesures concrètes pour s'attaquer à ce problème : le gouvernement devrait désigner une équipe indépendante pour enquêter sur la maladie de la peau dont souffrent les gens de Siruar, tandis que PT TPL devrait reconnaître que son traitement des déchets n'est pas conforme aux normes environnementales ; PT TPL devrait peut-être arrêter ses opérations. La souffrance des habitants de Siruar est une tragédie humaine qui réclame notre attention ; si nous sommes de leur côté, nous devons prendre des mesures et leur donner notre soutien.

Gurgur Manurung, expert environnemental, étudiant en médecine à l'Université nationale de Jogjakarta, UNJ, adresse électronique : gurgurmanurung@yahoo.com. (Cet article a été traduit de l'indonésien en anglais par Limantina Sihaloho.)

[index](#)

- Malaisie : des enfants et des travailleurs migrants indonésiens réduits à l'esclavage dans les plantations de palmiers à huile

Les entreprises de plantation de palmiers à huile sont en train de faire une fortune en Malaisie, surtout depuis l'essor des agrocarburants. Pourtant, ceux qui se donnent à fond pour que les plantations soient rentables n'en reçoivent rien (cf. Bulletin n° 134 du WRM), et les travailleurs migrants indonésiens semblent être les plus mal lotis.

Les 103 plantations de palmiers à huile de Sabah emploient près de 200 000 migrants légaux et 134 000 travailleurs illégaux venus d'Indonésie. Un article d'Erwilda Maulia, publié le 17 septembre 2008 dans le Jakarta Post, dénonce des « pratiques esclavagistes » dans les plantations de Sabah, en Malaisie. La Commission nationale pour la protection des enfants a révélé que des milliers de migrants indonésiens et leurs enfants ont été « systématiquement réduits à l'esclavage ».

Un groupe d'instituteurs indonésiens a dénoncé cette situation. Ils ont rapporté « une affaire présumée d'exploitation d'enfants et plusieurs cas de harcèlements physiques et sexuels d'enfants d'employés indonésiens migrants ». Ils ont dit aussi que « des enfants de six à dix-huit ans devaient travailler pendant des heures, remplissant des sacs avec les graines de palmier éparpillées par terre, en échange d'une paie minimale. Les enfants étaient souvent obligés à travailler par leurs propres parents ou par les chefs de la plantation, a-t-il ajouté ».

Arist Merdeka Sirait, membre d'une commission d'enquête envoyée inspecter les plantations de Sabah, a dit : « On les met dans des baraques isolées sans accès à des moyens de transport, de sorte qu'il leur est impossible de quitter les plantations. En outre, ils n'ont pas d'eau propre ni d'éclairage, ni d'autres installations ».

D'après l'article, il aurait dit qu'environ 72 000 enfants de migrants indonésiens étaient obligés de travailler dans les plantations de Sabah sans horaire réglementé, c'est-à-dire qu'ils travaillaient toute la journée. Les enfants ne recevaient pas de certificat de naissance ni aucun autre document d'identité, de sorte qu'ils étaient privés, entre autres choses, du droit à l'éducation formelle.

« Nous appelons cela 'travail non rémunéré' (un moyen de payer ses dettes autrement qu'en nature ou en espèces), mais c'est une version moderne de l'esclavage », a ajouté Arist. D'après lui, ce type de 'travail non rémunéré' est chose courante dans toutes les plantations, mais les autorités malaises permettent délibérément qu'une telle situation continue.

Pour les grandes entreprises ambitieuses, il est très pratique d'avoir la possibilité de maintenir des travailleurs illégaux ; en outre, en asservissant les enfants des migrants, elles se procurent une future main-d'œuvre sous-payée, comme celle de leurs parents. Arist a dénoncé aussi que, pour aggraver encore les choses, les travailleurs illégaux sont souvent extorqués par les fonctionnaires malais qui vérifient leurs documents.

Le fruit des plantations de palmiers à huile semble être très amer, en particulier pour les travailleurs.

Article fondé sur des informations tirées de : "RI workers, children 'enslaved' in Malaysia, commission says", Erwida Maulia, The Jakarta Post, 17 septembre 2008, <http://www.thejakartapost.com/news/2008/09/17/ri-workers-children-039enslaved039-malaysia-commission-says.html>.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts

Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais

Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International

Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay

Mel: wrm@wrm.org.uy

Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

